



**CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE DE TRANSPORTS DE PERSONNES SUR LE TERRITOIRE
DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE -ADOUR**

AVENANT N°5 : OPTION « SERVICE FLUVIAL »

ENTRE :

Le SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR (anciennement Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour), 15 Avenue Foch - CS 88507, F - 64185 BAYONNE cedex, représenté par son Président, Monsieur Claude OLIVE agissant es-qualité, en vertu d'une délibération du Comité syndical du 24 mai 2018 ci-après dénommé « le SMPBA », d'une part,

Et

La SOCIETE KEOLIS COTE BASQUE-ADOUR, société à responsabilité limitée au capital de 600 000 €, dont le siège social est sis 10 Chemin de la Marouette, BP30411, 64104 Bayonne Cedex et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bayonne, sous le numéro 821 735 826, représentée par son Gérant, Madame Laurence EYMIEU, ci-après dénommée « KCBA », d'autre part,

Ci-après ensemble « les Parties »,

PREAMBULE

Par une convention de délégation de service public en date du 22 décembre 2016 (ci-après la « **Convention de DSP** »), le SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR (anciennement dénommé le Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour), (ci-après « **SMPBA** » ou l'« **Autorité Organisatrice** »), a confié à la société Keolis, à laquelle s'est substituée dans tous ses droits et obligations la société dédiée Keolis Côte Basque-Adour (ci-après « **KCBA** » ou « **Délégataire** »), la gestion et l'exploitation du service public des transports de personnes sur son territoire.

Conscient des fortes incidences engendrées par les travaux et les forts enjeux de mobilités autour de la traversée de l'Adour pour les usagers de l'agglomération, le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour avait lancé, le 21 Septembre 2017 un service expérimental de Passeur Fluvial jusqu'au 30 Juin 2018.

Pour ce faire, le SMPBA avait levé le service optionnel « navette fluviale » (ci-après le « **Service** ») conformément aux stipulations de l'article 12.4 de la Convention de DSP et à l'avenant n°2 de la convention de DSP entré en vigueur le 16/10/2017.

Avec plus de 188 000 voyages sur la première année d'exploitation, la fréquentation a largement dépassé les estimations initiales. Face au succès rencontré par ce service, le SMPBA envisage de donner une suite à l'expérimentation fluviale sur l'Adour.

Les Parties se sont rapprochées aux fins d'organiser la suite du service en deux temps avec (i) une phase dite de « prolongation » du passeur fluvial jusqu'au 30 Octobre 2018, et qui a fait l'objet de l'avenant n°3 à la convention de DSP, et (ii) une phase dite « d'extension » qui devait commencer à compter du 1^{er} novembre 2018.

Cette prolongation de service devait notamment permettre de préparer la mise en place d'un nouveau service de navette fluviale sur l'Adour. Il était proposé pour plus de réactivité que Keolis puisse porter l'ensemble des investissements nécessaires à la mise en place de ce nouveau service, et de piloter le projet. Or, vu le contexte actuel, il a été convenu que l'ensemble des investissements et le portage du projet soient réalisés par le SMPBA.

L'objet du présent avenant est la phase (i bis) de « prolongation » du service actuel de 8 mois supplémentaires, de Novembre 2018 à Juin 2019, du service de passeur fluvial. En parallèle de ce maintien, les études et travaux permettant la réalisation d'un service plus complet de navette fluviale seront engagés pour la phase suivante (ii) dont les modalités sont toujours à établir. Une fois les modalités connues, la phase (ii) fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant porte sur la mise en place, pour une période limitée, d'un service de navette fluviale dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- une ligne en mode « passeur » gratuite entre les quais de l'Amiral Bergeret et les Allées Boufflers ;
- un service offert :
 - du lundi au samedi (hors jours fériés) sur une amplitude de 12h (en principe de 7h15 à 19h15 à +/- 1 heure) ;
 - 9 dimanches ou jours fériés à des horaires adaptés (en principe de 8h à 20h à +/- 1 heure) ;
- une fréquence d'une navette toutes les 15 minutes, représentant 48 allers-retours par jour.

Le Délégataire est autorisé à sous-traiter tout ou partie de ces services dans les conditions définies à l'article 9.2.2 de la Convention de DSP.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS TECHNIQUES – OFFRE DE SERVICE

Les conditions d'exploitation du Service sont définies à l'Annexe 1 du présent avenant, laquelle annule et remplace l'Annexe 1.5.4 de la Convention de DSP.

En raison de la spécificité du Service, les Parties ont convenu de compléter l'Annexe 17 de la Convention de DSP comme suit :

« S'agissant spécifiquement du service de navette fluviale, les pénalités suivantes peuvent être infligées par l'Autorité Organisatrice au Déléataire, en cas de manquement à ses obligations contractuelles :

Manquements aux obligations contractuelles	Pénalité
• Service non couvert sans causes externes au service	3 P
• Tout retard, dûment constaté, de plus de 5 minutes, sans cause externe au service	1 P
• Affichage ou publicité troublant l'ordre public ou portant atteinte à l'image du réseau	50P
• Non-respect des dispositions relatives au matériel	1 P/manquement constaté 1 P/manquement constaté 10 P
- Non-respect de la charte graphique	
- Non-respect de la signalétique : Défaut d'affichage du plan de ligne, des tarifs, du règlement, du logo PMR, ...)	
- Etat et propreté du navire et des pontons. Fera l'objet d'un constat contradictoire. Taux de conformité mensuel inférieur à 90%.	
• Non-respect des délais de réponse aux réclamations clientèle (5 jours).	1 P / jour de retard
• Absence de signalement écrit relatif à des perturbations de services inhérentes au Prestataire.	1 P
• Remise de documents contractuels incomplets, mal remplis ou inexacts	2P/jour calendaire
• Non remise de documents contractuels ou remise hors délai : - Rapport mensuel d'exploitation.	2 P/ jour calendaire
• Non prise en compte des consignes ou demandes écrites liées à l'exécution du service, prise de service, fin de service, permutation bateau, événement, etc...	1 P
• Informations voyageurs à jour. En cas de perturbation ou de service non assuré, mettre en place l'information voyageur nécessaire dès que l'information est connue sur tous supports	1 P/jour calendaire
• Non-respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur s'appliquant à la navigation, aux équipages et au navire	5 P
• Retard dans l'envoi de données statistiques	1 P/jour calendaire
• Non-respect du règlement d'exploitation du réseau Chronoplus à bord	2 P

Etant précisé que le montant hors taxe d'une pénalité (P) est fixé à 100 Euros (cent Euros).

L'Autorité Organisatrice informe trimestriellement le Déléataire des pénalités qu'il encourt au fur et à mesure que sont constatés les manquements. Le Déléataire peut faire part de ses réserves quant à la justification de ces pénalités ».

Les données statistiques de fréquentation du Service ainsi que les informations relatives à l'exploitation sont présentées au SMPBA par le Déléataire sous les mêmes modalités que le rapport mensuel.

Les données attendues sont :

- Nombre de traversées assurées par jour et par sens,
- Services non couverts par jour et raison de non-couverture,
- Nombre de montées, descentes de passagers, vélos et PMR par escale (date, heure, lieu).

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS TECHNIQUES – BIENS NECESSAIRES A L'EXPLOITATION DU SERVICE

Les Parties conviennent que la location des pontons, passerelles et bateaux nécessaire au service est assurée par KCBA.

Le Déléataire produit les assurances nécessaires pour les biens nécessaires à l'exploitation du service.

Le Déléataire s'assure que le service offre les meilleures conditions de confort, d'hygiène et de sécurité à bord pour l'ensemble des usagers et de l'équipage.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Recettes (ORn) – article 33 de la Convention de DSP

Les Parties ont convenu que la mise en place du service n'aura aucun effet sur les engagements de trafic et de recettes du réseau Chronoplus détaillé à l'annexe 10 de la Convention de DSP.

Les recettes indiquées au titre du service ne sont pas considérées, le service étant gratuit.

4.2 Forfait de charges (FCn) – article 34 de la Convention de DSP

Les Parties ont convenu d'établir le présent avenant à partir des dispositions financières obtenues après consultation.

Le tableau ci-après reprend les éléments financiers qui ont été pris en compte pour le calcul du coût du service :

Coût du Service (€ HT)	Du 01/10/2018 au 31/06/2019
	8 mois
	2018
Société Pech'Alu (ponton)	36 294 €
Société JIFMAR (équipage et bateau)	495 800 €
Consultant	1 800 €
Frais Marketing et Commercial	2 900 €
Consommations	3 500 €
Autres Charges	10 704 €
Total des Charges	550 998 €
AT DR & Siège	16 891 €
Marge	14 561 €
Forfait de Charges	582 450 €

Ce forfait s'entend en € 2018, sans application d'actualisation des charges.

Ce forfait s'entend hors jours et heures supplémentaires et hors surcoûts liés au projet (travaux sur ponton...).

Ces dépenses exceptionnelles seront autorisées à hauteur de 10 000 € HT jusqu'au 31/07/2019, mais ne sont pas intégrées dans le présent chiffrage. Elles seront validées de façon préalable et prises en charge financièrement par le SMPBA.

En cas de dépassement de cette enveloppe, les Parties s'engagent à revoir les modalités de financement du Service.

ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR – PERIODE D'APPLICATION

Le présent avenant entre en vigueur le 01/10/2018.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

L'ensemble des clauses de la Convention de DSP, des annexes initiales et de l'avenant n°1 non modifiés par le présent avenant et non contraires à celui-ci demeurent applicables.

ARTICLE 7 : ANNEXE

Est annexé au présent avenant, le document suivant :

- Annexe 1 : Conditions d'exploitation de la navette fluviale.

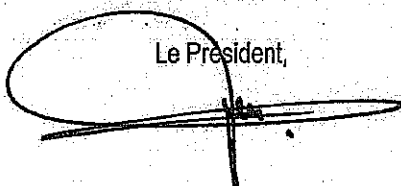
ARTICLE 8 : EXECUTION DU PRESENT AVENANT

Monsieur le Président du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour et Madame le Gérant de KEOLIS COTE BASQUE-ADOUR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avenant n°5.

Fait à Bayonne, le 16/11/2018

POUR LE SMPBA

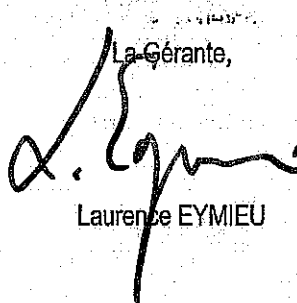
Le Président,



Claude OLIVE

POUR KCBA

La Gérante,



Laurence EYMIEU

ANNEXE 1 : FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Fonctionnement en mode « passeur » pendant la durée des travaux, du 1^{er} Juillet 2018 au 31 Octobre 2018 :

Itinéraire	Allées Boufflers – Quai Bergeret
Bateau	1
Fréquence	15 min
Amplitude	7h15 – 19h15
Jours de fonctionnement	Du lundi au samedi hors jours fériés + 9 jours à définir
Temps de traversée	3 à 4 min

Prix par heure supplémentaire
450 € HT

Prix par journée supplémentaire (8h à 20h ou 7h15 à 19h15) au-delà des 4 dimanches/jours fériés prévus.
4000 € HT

Les demandes d'heures supplémentaires devront être faites minimum une semaine avant.
Les demandes de journée supplémentaires devront être faites minimum un mois avant.

